











Procedure file

Informations de base	
COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision) Règlement	En attente de la décision de la commission parlementaire
2022/0155(COD) Combattre les abus sexuels sur les enfants en ligne Sujet 3.30.25 Réseaux mondiaux et société de l'information, internet 4.10.03 Protection de l'enfance, droits des enfants 7.30.30.02 Lutte contre la violence, la traite des êtres humains et le trafic de migrants 7.40.04 Coopération judiciaire en matière pénale Priorités législatives Déclaration commune 2022	

Acteurs principaux			
Parlement européen	Commission au fond	Rapporteur(e)	Date de nomination
	LIBE Libertés civiles, justice et affaires intérieures	 ZARZALEJOS Javier	10/10/2022
		Rapporteur(e) fictif/fictive	
		 TANG Paul	
		 VAUTMANS Hilde	
		 BREYER Patrick	
		 TARDINO Annalisa	
		 SOFO Vincenzo	
		 ERNST Cornelia	
	Commission pour avis	Rapporteur(e) pour avis	Date de nomination
	FEMM Droits de la femme et égalité des genres	 FRITZON Helène	13/12/2022
	CULT Culture et éducation	 KIZILYÜREK Niyazi	24/06/2022
	IMCO Marché intérieur et protection des consommateurs	 AGIUS SALIBA Alex	05/07/2022
	BUDG Budgets		21/06/2022

Evénements clés

11/05/2022	Publication de la proposition législative	COM(2022)0209	Résumé
12/09/2022	Annonce en plénière de la saisine de la commission, 1ère lecture		

Informations techniques

Référence de procédure	2022/0155(COD)
Type de procédure	COD - Procédure législative ordinaire (ex-procedure codécision)
Sous-type de procédure	Législation
Instrument législatif	Règlement
Base juridique	Traité sur le fonctionnement de l'UE TFEU 114
Consultation obligatoire d'autres institutions	Comité économique et social européen
Etape de la procédure	En attente de la décision de la commission parlementaire
Dossier de la commission parlementaire	LIBE/9/09061

Portail de documentation

Document de base législatif		COM(2022)0209	11/05/2022	EC	Résumé
Document annexé à la procédure		SEC(2022)0209	12/05/2022	EC	
Document annexé à la procédure		SWD(2022)0209	12/05/2022	EC	
Document annexé à la procédure		SWD(2022)0210	12/05/2022	EC	

Combattre les abus sexuels sur les enfants en ligne

OBJECTIF : établir un cadre juridique clair et harmonisé en matière de prévention et de lutte contre les abus sexuels envers les enfants.

ACTE PROPOSÉ : Règlement du Parlement européen et du Conseil.

RÔLE DU PARLEMENT EUROPÉEN : le Parlement européen statue conformément à la procédure législative ordinaire et sur un pied d'égalité avec le Conseil.

CONTEXTE : les services de la société de l'information sont devenus très importants pour la communication, l'expression, la collecte d'informations et de nombreux autres aspects de la vie actuelle, y compris pour les enfants mais aussi pour les auteurs d'infractions d'abus sexuels sur des enfants. Ces infractions, qui sont soumises à des règles minimales fixées au niveau de l'Union, sont des infractions pénales très graves qu'il convient de prévenir et de combattre efficacement afin de protéger les droits et le bien-être des enfants, comme l'exige la Charte des droits fondamentaux de l'Union européenne, et de protéger la société dans son ensemble.

En l'absence de règles harmonisées au niveau de l'UE, les plateformes de médias sociaux, les services de jeux, les autres fournisseurs d'hébergement et de services en ligne sont confrontés à des règles divergentes. Certains fournisseurs utilisent volontairement des technologies pour détecter, signaler et supprimer les contenus liés à l'exploitation sexuelle des enfants sur leurs services. Les mesures prises sont toutefois très variables et les actions volontaires se sont révélées insuffisantes pour résoudre le problème.

La protection des enfants, tant hors ligne qu'en ligne, est une priorité de l'Union.

CONTENU : afin de relever les défis susmentionnés, la Commission a proposé d'établir un cadre juridique clair et harmonisé pour prévenir et combattre les abus sexuels en ligne sur les enfants. Elle cherche à apporter une sécurité juridique aux fournisseurs quant à leurs

responsabilités en matière d'évaluation et d'atténuation des risques et, le cas échéant, de détection, de signalement et de suppression de ces abus sur leurs services, d'une manière compatible avec les droits fondamentaux énoncés dans la Charte et en tant que principes généraux du droit de l'UE.

La proposition établit donc des règles uniformes pour lutter contre l'utilisation abusive des services pertinents de la société de l'information à des fins d'abus sexuels en ligne sur des enfants dans le marché intérieur. Elle établit, en particulier, les éléments suivants :

Un nouveau Centre de l'UE

La proposition vise à établir le Centre européen chargé des questions d'abus sexuels sur les enfants en tant qu'agence décentralisée pour permettre la mise en œuvre du nouveau règlement. Il vise à contribuer à l'élimination des obstacles au marché intérieur, notamment en ce qui concerne l'obligation faite aux fournisseurs, en vertu du règlement, de détecter les abus sexuels commis sur des enfants en ligne, de les signaler et de retirer le matériel pédopornographique.

Le Centre créera, entretiendra et exploitera des bases de données d'indicateurs d'abus sexuel d'enfants en ligne que les fournisseurs devront utiliser pour se conformer aux obligations de détection. Ces bases de données devraient donc être prêtes avant l'entrée en application du règlement. Pour s'en assurer, la Commission a déjà mis des fonds à la disposition des États membres pour les aider à préparer ces bases de données.

Évaluation obligatoire des risques et mesures d'atténuation des risques

Les fournisseurs de services d'hébergement ou de communication interpersonnelle devront évaluer le risque que leurs services soient utilisés abusivement pour diffuser du matériel pédopornographique ou pour solliciter des enfants, ce que l'on appelle pédopiégeage. Les fournisseurs devront également proposer des mesures d'atténuation des risques.

Obligations de détection ciblée, sur la base d'une injonction de détection

Les États membres devraient désigner des autorités nationales chargées d'examiner l'évaluation des risques. Lorsque ces autorités déterminent qu'un risque important subsiste, elles pourraient demander à un tribunal ou à une autorité nationale indépendante de délivrer une injonction de détection pour du matériel connu ou nouveau relatif à des abus sexuels sur des enfants ou des pratiques de pédopiégeage. Les injonctions de détection seraient limitées dans le temps et viseraient un type de contenu spécifique sur un service spécifique.

Des garanties solides en matière de détection

Les entreprises ayant reçu une injonction de détection ne pourront détecter des contenus qu'à l'aide d'indicateurs d'abus pédosexuels vérifiés et fournis par le Centre européen. Les technologies de détection ne devraient être utilisées que dans le but de détecter les abus sexuels sur des enfants. Les fournisseurs devraient déployer des technologies qui portent le moins atteinte à la vie privée, en l'état actuel de la technique dans le secteur, et qui limitent au maximum le taux d'erreur (faux positifs).

Des obligations de signalement claires

La proposition oblige les fournisseurs qui ont détecté un abus sexuel d'enfant en ligne à le signaler au Centre européen.

Un retrait effectif

Les autorités nationales pourraient émettre des injonctions de retrait si le matériel pédopornographique n'est pas rapidement retiré. Les fournisseurs d'accès à Internet seraient également tenus de désactiver l'accès aux images et aux vidéos qui ne peuvent être retirées, par exemple parce qu'elles sont hébergées en dehors de l'UE dans des juridictions non coopératives.

Réduction de l'exposition au pédopiégeage

Les règles exigeraient que les magasins d'applications logicielles veillent à ce que les enfants ne puissent pas télécharger des applications susceptibles de les exposer à un risque élevé de sollicitation d'enfants.

Des mécanismes de surveillance et des recours judiciaires solides

Les injonctions de détection seraient émises par des tribunaux ou des autorités nationales indépendantes. Afin de minimiser le risque de détection et de signalement erronés, le Centre de l'UE vérifierait les signalements d'abus sexuels potentiels sur des enfants en ligne effectués par les fournisseurs avant de les communiquer aux autorités répressives et à Europol. Tant les fournisseurs que les utilisateurs auraient le droit de contester devant les tribunaux toute mesure les concernant.

Transparence				
VAUTMANS Hilde	Rapporteur(e) fictif/fictive	LIBE	11/05/2022	Marcel Jeninga
VAUTMANS Hilde	Rapporteur(e) fictif/fictive	LIBE	31/05/2022	Meta Platforms Ireland Limited and its various subsidiaries (f/k/a Facebook Ireland Limited)
TANG Paul	Rapporteur(e) fictif/fictive	LIBE	01/06/2022	European Digital Rights ECPAT Sweden EDRi University of California EOKM Expertise Centrum Online Kindermisbruik
VAUTMANS Hilde	Rapporteur(e) fictif/fictive	LIBE	14/06/2022	EuroISPA

VAUTMANS Hilde	Rapporteur(e) fictif/fictive	LIBE	12/07/2022	Yubo
BREYER Patrick	Rapporteur(e) fictif/fictive	LIBE	06/09/2022	Chaos Computer Club e.V.
KIZILYÜREK Niyazi	Rapporteur(e) pour avis	CULT	19/09/2022	1. From Lucia ?URI? Katarina KUTAJOVA Eszter BAKO Marios Lagou, KYRIACOU Dionysios Dennis, Hakan Choban
KIZILYÜREK Niyazi	Rapporteur(e) pour avis	CULT	20/09/2022	EUROPEAN DIGITAL RIGHTS -ELLA JAKUBOWSKA (she/her)
VAUTMANS Hilde	Rapporteur(e) fictif/fictive	LIBE	21/09/2022	Child Focus Stop it now! Vlaanderen Cabinet Belgian Minister of Justice Belgian Federal Police Belgian Federal prosecutor Belgian investigative judge BIPT Belgian Justice Administration
KIZILYÜREK Niyazi	Rapporteur(e) fictif/fictive pour avis	CULT	21/09/2022	Internet Watch Foundation
BREYER Patrick	Rapporteur(e) fictif/fictive	LIBE	27/09/2022	Chaos Computer Club e.V. Gesellschaft für Freiheitsrechte
KIZILYÜREK Niyazi	Rapporteur(e) pour avis	CULT	11/10/2022	Michela Palladino
VAUTMANS Hilde	Rapporteur(e) fictif/fictive	LIBE	12/10/2022	Brave Movement future advocacy
ZARZALEJOS Javier	Rapporteur(e)	LIBE	12/10/2022	Brave Movement
ZARZALEJOS Javier	Rapporteur(e)	LIBE	12/10/2022	Information Technology Industry Council (ITIC)
KIZILYÜREK Niyazi	Rapporteur(e) pour avis	CULT	12/10/2022	Antonio Labrador
KIZILYÜREK Niyazi	Rapporteur(e) pour avis	CULT	12/10/2022	Javier Zarzalejos
VAUTMANS Hilde	Rapporteur(e) fictif/fictive	LIBE	13/10/2022	Canadian Centre for Child Protection
AGIUS SALIBA Alex	Rapporteur(e) pour avis	IMCO	13/10/2022	European Digital Rights, EDRI
AGIUS SALIBA Alex	Rapporteur(e) pour avis	IMCO	13/10/2022	Centre for Democracy & Technology, Europe Office
VAUTMANS Hilde	Rapporteur(e) fictif/fictive	LIBE	24/10/2022	TikTok Technology Ltd
VAUTMANS Hilde	Rapporteur(e) fictif/fictive	LIBE	26/10/2022	Zoom Video Communications, Inc.
VAUTMANS Hilde	Rapporteur(e) fictif/fictive	LIBE	26/10/2022	International Association of Internet Hotlines - INHOPE
?URI? NICHOLSONOVÁ Lucia	Rapporteur(e) fictif/fictive pour avis	CULT	27/10/2022	International Association of Internet Hotlines - INHOPE
ZARZALEJOS	Rapporteur(e)	LIBE	08/11/2022	EuroISPA

Javier				
ZARZALEJOS Javier	Rapporteur(e)	LIBE	08/11/2022	DIGITAL EUROPE
ZARZALEJOS Javier	Rapporteur(e)	LIBE	16/11/2022	Thorn
ZARZALEJOS Javier	Rapporteur(e)	LIBE	16/11/2022	Microsoft Corporation
ZARZALEJOS Javier	Rapporteur(e)	LIBE	22/11/2022	Match Group
KIZILYÜREK Niyazi	Rapporteur(e) pour avis	CULT	28/11/2022	Presentation by Almudena Lara (Global lead on Child Safety Public Policy), Claire Lilley (Global lead on Child Safety and Abuse Enforcement) and Milan Zubicek (Head of Content Cluster, EU Public Policy)
ZARZALEJOS Javier	Rapporteur(e)	LIBE	01/12/2022	GSMA Europe
ZARZALEJOS Javier	Rapporteur(e)	LIBE	05/12/2022	Internet Watch Foundation
TANG Paul	Rapporteur(e) fictif/fictive	LIBE	05/12/2022	Meta Platforms Ireland Limited and its various subsidiaries (f/k/a Facebook Ireland Limited)
TANG Paul	Rapporteur(e) fictif/fictive	LIBE	05/12/2022	Future Advocacy Brave France Brave Movement Innocence in Danger germany
TANG Paul	Rapporteur(e) fictif/fictive	LIBE	05/12/2022	European Internet Services Providers Association GSMA Europe EuroISPA Amsterdam IX
KIZILYÜREK Niyazi	Rapporteur(e) pour avis	CULT	05/12/2022	Internet Watch Foundation
ZARZALEJOS Javier	Rapporteur(e)	LIBE	07/12/2022	Telefonica, S.A.
ZARZALEJOS Javier	Rapporteur(e)	LIBE	08/12/2022	European Digital Rights
ZARZALEJOS Javier	Rapporteur(e)	LIBE	08/12/2022	ISFE - Representing the European Videogames Industry
TANG Paul	Rapporteur(e) fictif/fictive	LIBE	14/12/2022	EDPS DG Home
VAUTMANS Hilde	Rapporteur(e) fictif/fictive	LIBE	11/01/2023	Match Group
VAUTMANS Hilde	Rapporteur(e) fictif/fictive	LIBE	11/01/2023	Brave Movement
ZARZALEJOS Javier	Rapporteur(e)	LIBE	12/01/2023	Centre for Democracy & Technology, Europe
TANG Paul	Rapporteur(e) fictif/fictive	LIBE	12/01/2023	Amazon Europe Core SARL Centre for Democracy & Technology, Europe Chaos Computer Club e.V.

				<p>DOT Europe Discord Inc. ECO Platform AISBL European Digital Rights European Federation for Missing and Sexually Exploited Children (Missing Children Europe) GSMA Europe Google INHOPE - International Association of Internet Hotlines Internet Watch Foundation Meta Platforms Ireland Limited and its various subsidiaries (f/k/a Facebook Ireland Limited) Microsoft Corporation Proton AG Stichting ECPAT International Terre des Hommes International Federation Thorn TikTok Technology Ltd Yahoo! EMEA Ltd. Digital Europe Vrije Universiteit van Amsterdam (VU) Cispe Cloud Amazon Web Services CISPE Brave Movement Childfund International EuroISPA</p>
KIZILYÜREK Niyazi	Rapporteur(e) pour avis	CULT	12/01/2023	Anna Macdonald Mielise Kohiyama Claire Fourcans Hakan Coban
ZARZALEJOS Javier	Rapporteur(e)	LIBE	24/01/2023	Yahoo! EMEA Ltd.
TANG Paul	Rapporteur(e) fictif/fictive	LIBE	24/01/2023	Europol Polizia di Stato Swedish National Cyber Security Centre (NCSC)
BREYER Patrick	Rapporteur(e) fictif/fictive	LIBE	26/01/2023	Chaos Computer Club e.V.
SIPPEL Birgit	Membre	31/05/2022	European Digital Rights	
LENAERS Jeroen	Membre	28/06/2022	EuroISPA	
MODIG Silvia	Membre	11/10/2022	Save the Children Finland	
INCIR Evin	Membre	12/10/2022	ECPAT Sverige	
LENAERS Jeroen	Membre	17/11/2022	Meta Platforms Ireland Limited and its various subsidiaries (f/k/a Facebook Ireland Limited)	
LENAERS Jeroen	Membre	07/12/2022	Stichting Bits of Freedom	

LENAERS Jeroen	Membre	25/01/2023	Defence for children
LENAERS Jeroen	Membre	26/01/2023	Thorn